97-84179-13

Hrushevs´kyĭ, Mykhaĭlo

La lutte sociale et politique en Ukraine...

[Prague]

[1920]

97-84179-13
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

308
Z
Box 767 Hrushevs'kyĭ, Mykhaĭlo, 1866-1934.
La lutte sociale et politique en Ukraine, 1917-1918-1919. [Prague, Délégation du parti socialiste-révolutionnaire ukrainien, 1920]
42 p.

At head of title: Michel Hruchevski.

631745

RESTRICTIONS ON USE: *Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.*

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 11:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 9-4-97 INITIALS: PB

TRACKING # : 27494

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

Délégation du parti socialiste-révolutionnaire ukrainien

La lutte sociale et politique en Ukraine

1917 – 1918 – 1919

1920

A la conférence de septembre 1919 le parti a repris son ancien nom: „Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien", sans l'addition: „partie centrale".

MICHEL HRUCHEVSKI,
Prof. de l'Univ. Président du Centralna Rada Ukrainien en 1917-18.

La lutte sociale et politique en Ukraine

1917 - 1918 - 1919.

HAROLD R. WEINSTEIN

INTENTIONAL SECOND EXPOSURE

A la conférence de septembre 1919 le parti a repris son ancien nom: „Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien", sans l'addition: „partie centrale".

MICHEL HRUCHEVSKI,
Prof. de l'Univ., Président du Centralna Rada Ukrainien en 1917-18.

La lutte sociale et politique en Ukraine

1917 - 1918 - 1919.

HAROLD R. WEINSTEIN

HAROLD R. WEINSTEIN

JAN 6 1947 JRC

LA LUTTE SOCIALE ET POLITIQUE EN UKRAINE

Structure sociale de l'Ukraine.

Certaines particularités historiques ont eu une très grande influence sur la structure sociale du peuple ukrainien. Par suite de ces particularités les hautes classes ukrainiennes furent complètement dénationalisées à plusieurs reprises; pour la première fois lors de l'occupation des provinces de l'ouest de l'Ukraine par la Pologne aux XIV—XV siècles, quand la classe des propriétaires fonciers, les boyares, fut évincée et remplacée par la noblesse polonaise. Plus tard la même opération s'accomplit avec des variantes dans l'Ukraine centrale. Enfin dans l'Ukraine orientale après la réunion avec la Moscovie, la noblesse rurale se moscovisa profondément et perdit toute attache avec le peuple, tandis que les confiscations et les donations des terres par le gouvernement autant que les particularités nationales et économiques du pays même admirent dans les rangs de l'aristocratie indigène un fort élement moscovite et moscovisé.

Un procès semblable de dénationalisation, quoique sous des formes différentes, s'accomplit dans la bourgeoisie ukrainienne, parmi les artisans, les industriels et les capitalistes: tous furent ou bien remplacés par des étrangers ou bien assimilés par l'élement polonais et russe. En même temps l'émigration juive, d'Allemagne en Pologne, amenant aux

XV—XVI siècles dans l'Ukraine, alors province polonaise, une grande quantité de Juifs — artisans, commerçants et fermiers de toutes les catégories des revenus de l'état ou des biens seigneuriaux.

C'est ainsi que s'était formé la structure sociale de l'Ukraine telle que la trouva la Révolution.

La grande propriété rurale se trouvait à part de rares exceptions dans des mains étrangères, surtout russes et polonaises: des Russes et des Polonais qui l'étaient d'ailleurs moins par la naissance que par l'éducation et les sentiments anti-ukrainiens.

La grande industrie était monopolisée par des capitalistes étrangers ou locaux, en tous cas non ukrainiens — Russes, Polonais, Juifs etc.; le personnel technique et les contre-maîtres ne se recrutaient pas aussi parmi les aborigènes.

De même la bureaucratie était russe ou dénationalisée; le haut clergé russe; le bas clergé terrorisé par la politique anti-ukrainienne des gouvernements s'était détaché du peuple.

Dans les classes éduquées prédominait fortement l'élément non-ukrainien immigré ou dénationalisé par suite de la politique prohibitive du pouvoir central en ce qui concernait l'éducation, l'instruction, la langue etc.

La petite bougeoisie, en majeure partie, était aussi étrangère — russe ou juive, par suite des circonstances historiques ci-dessus esquissées.

De même les ouvriers et le prolétariat des villes était fortement mêlé d'éléments non-ukrainiens — résultat de la dénationalisation et de l'immigration ouvrière venant des autres contrées de la Russie.

Seuls les paysans conservatifs et passifs, placés dans des conditions défavorables au développement et à l'instruction, avaient gardé dans toute leur fraicheur les formes nationales. C'est pourquoi le pysans forment aujourd'hui 85% de la population ukrainienne dans le pays, ce qui, étant donné le caractère rural de ces provinces, donne encore la majorité numérique à la nation Ukrainienne vis-à-vis des éléments étrangers. Ainsi donc actuellement la population ukrainienne compte 75% de la population totale habitant le territoire de la République Ukrainienne. C'est une classe de paysans, pour la plupart pauvres, puisque les propriétaires ayant plus de 10 ha par ménage, ne font qu'un dixième de la population, les Ukrainiens ne formant qu'une partie dans cette classe vis-à-vis des colonistes et d'autres éléments étrangers; et plus de 50% de paysans possédant moins de 5 hectares.

L'élément social dans la lutte nationale.

Une pareille structure sociale et économique de l'Ukraine fit que tout problème d'émancipation nationale et politique apparaissait étroitement lié aux problèmes économiques et sociaux.

Dejà les grands mouvements populaires du XVII siècle, qui se terminèrent par la séparation de l'Ukraine d'avec la Pologne et par la formation d'une république Ukrainienne (qui se joignit plus tard à la Moscovie), avaient un caractère aussi social et économique, que politique et national. L'émancipation nationale et politique de l'Ukraine était en même temps l'affranchissement des paysans ukrainiens de la dépendance des propriétaires polonais, dont les terres passaient ainsi à l'Etat, ou au peuple, qui les occupait en grande partie sans autorisation pour les cultiver. Les révoltes plus récentes contre les régimes russe et polonais étaient en même temps des révoltes contre le pouvoir étranger et le régime économique; c'étaient des luttes »pour la terre et la liberté du peuple ouvrier« comme on le dit maintenant. Le peuple ne comprenait pas de liberté politique sans la transmission de toutes les terres entre les mains des petits cultivateurs et celui qui voulait l'exciter à la lutte politique contre le régime dominant devait à tout prix insérer

dans son programme une clause revendiquant la libération de la terre. C'est sous cette devise qu'était menée la propagande des idées d'émancipation sociale et politique et la propagande révolutionnaire depuis 1870. Pendant la première révolution russe de 1904—5, les partis révolutionnaires, surtout les socialistes-révolutionnaires qui travaillaient en ce sens dans les »Associations des paysans«, avaient beaucoup fait pour l'éducation politique et sociale de ces derniers. Le mouvement révolutionnaire agraire, qui s'était largement répandu en Ukraine, l'expropriation forcée des grandes propriétés et leur partage entre les paysans, qui s'en suivit, les répressions pendant la réaction dans les années 1906—7, qui frappèrent si lourdement toutes les personnes, impliquées dans les révoltes, avaient encore approfondi les convictions des adhérents de l'émancipation politique et nationale et des masses ouvrières.

Les plus éclairés d'entre les paysans avaient compris qu'il n'y avait d'amélioration possible au point de vue économique et social sans une réforme radicale du régime politique. Qu'il n'y aurait point de »terre« sans »liberté« garantie. D'un autre côté ceux qui aspiraient à l'émancipation politique et nationale s'étaitent convaincus que seulement une réforme économique, dans un pays agricole comme l'Ukraine une réforme agraire — pourrait mieux que tout autre chose établir un lien solide entre les classes éduquées et les masses paysannes et attirerait ces dernières à la lutte pour la nationalité et la liberté politique.

Puisque non seulement le gouvernement russe mais encore la bourgeoisie libérale et les partis socialistes russes mêmes se montraient toujours très peu accessibles aux aspirations nationales des Ukrainiens, les classes intellectuelles ukrainiennes avaient compris que seulement l'établissement d'une base sociale propre leur permettrait d'atteindre un résultat sensible dans leur politique nationale.

Cette base, pour l'avenir le plus prochain, les paysans seuls pourraient la fournir, le prolétariat ouvrier étant en grande

partie dénationalisé et soumis à l'influence des social-démocrates russes tojours très hostiles au mouvement national ukrainien.

Et ces paysans ne pouvaient être conquis que par une réforme agraire au profit des paysans pauvres, des petits propriétaires et des proletarisés.

En préconisant une pareille réforme, les classes intellectuelles progressistes ukrainiennes déclaraient la guerre à toute la bourgeoisie, en premier lieu aux grands propriétaires de l'Ukraine. Mais cette éventualité ne pouvait guère arrêter le développement de ces tendances ukrainiennes, puisque la bourgeoisie, non-ukrainienne de naissance ou d'éducation et de sentiments, se montrait hostile même aux réclamations nationales des Ukrainiens. On ne perdait pas grande chose à la sacrifier, puisque sa valeur civilisatrice et politique était insignifiante et qu'elle constituait au point de vue national plutôt une gêne qu'un avantage. Car délivrer l'Ukraine de la classe des grands propriétaires et liquider toutes les grandes propriétés seigneuriales, ce ne serait pas seulement résoudre un problème économique pour le bien de la population ouvrière, mais ce serait en même temps affaiblir les forces hostiles au mouvement national, la classe des grands propriétaires étant le soutien le plus ferme du régime anti-ukrainien et l'appui le plus fort du conservatisme et de la réaction.*)

Ces considérations politiques et nationales amenèrent les classes intellectuelles ukrainiennes à prendre la défense des intérêts de la classe des paysans pauvres.

*) Pour comprendre toute la force économique et par conséquent le rôle politique des grands propriétaires au moment de la révolution, il suffit de connaitre les chiffres suivants: dans les 9 gouvernements de l'Ukraine il y avait entre les mains des paysans environ 23 millions de dessyatines (une dessyatyne = 1.9 ha), chez les grands propriétaires environs 13 millions et environ 3 millions de terres fiscalles, écclesiastiques etc., en chiffres ronds. Pour plus de détailes voir: Le problème agraire en Ukraine et la loi agraire du Centralna Rada.

La révolution de 1917.

Les années de la guerre furent surtout d'une grande importance pour le développement de la tactique nationale et sociale.

Les mesures de répression contre les tendances nationales et la langue ukrainienne atteignirent leur summum. La liberté relative dont la langue ukrainienne avait joui depuis la révolution de 1905 avait donné le moyen au mouvement national de montrer sa force et sa vitalité, c'est pourquoi les sphères officielles inquiètes profitèrent de la guerre pour enrayer ce mouvement, supprimer la parole et la langue ukrainienne. Surtout après que l'armée russe en automne de 1914 eut occupé la Galicie que l'on considérait généralement comme le foyer du mouvement national ukrainien, les espérances du gouvernement russe d'exterminer ce mouvement dans sa racine même prirent de nouvelles forces. Les répressions contre les Ukrainiens atteignirent une violence inouie. C'étaient des arrestations en masse, l'envoi en Sibérie de milliers l'intellectuels Ukrainiens à cause de leurs convictions nationales, la défense de tout emploi de la langue ukrainienne, ainsi que de livres et de journaux ukrainiens.

Cette orgie de répressions, en même temps que la désorganisation politique et sociale amenée par la guerre dans toute la Russie, poussaient la société ukrainienne à désirer de livrer à la première occasion une bataille décisive au gouvernement tzariste et aux classes qui le soutenaient. Cette occasion se présenta avec la révolution de février 1917. Mais le centre révolutionnaire ukrainien, Centralna Rada de Kyiv, organisé au début de la révolution et formé en grande partie des représentants des groupes radicaux ukrainiens de Kyiv dut d'abord choisir avec de grandes précautions ses moyens politiques jusqu'au moment où il pût entrer en contact direct avec les classes ouvrières.

Par les raisons déjà mentionnées, il ne pouvait compter sur

un appui solide chez les ouvriers de l'industrie. Mais l'assemblée nationale convoquée au commencement d'avril et qui rassembla beaucoup de députés de paysans et de soldats du front, démontra que les paysans, tant ceux qui étaient restés dans les campagnes que ceux qui étaient à l'armée, soutiendraient les partisans de l'autonomie politique pour l'Ukraine, dans l'espoir que dans ses limites ils trouveraient la garantie de leurs intérêts économiques et sociaux. Plus tard la grande assemblée des paysans convoquée vers la fin de mai par »l'Association des paysans« manifesta ces dispositions encore plus clairement. »Le conseil des députés de paysans«, élu par cette assemblée, et »Le conseil des députés militaires«, élu par l'assemblée militaire ukrainienne représentaient un milion et demie de soldats ukrainiens, s'incorporèrent au Centralna Rada. Plus tard encore s'y joinit »Le conseil des députés ouvriers«, élu à l'assemblée ouvrière au mois de juillet. Ainsi vers la fin de l'été le Centralna Rada complété par les représentants des partis non-ukrainiens, surtout socialistes, était dans son ensemble une représentation de paysans et d'ouvriers, un conseil des députés paysans, ouvriers et militaires.

La majorité prépondérante était formée des membres des partis socialistes: les socialistes-démocrates et les socialistes-révolutionnaires, sans compter les groupes radicaux et nationalistes qui avaient adopté le mot d'ordre socialiste plus par des motifs de tactique, par mimicrie protectrice, que par conviction.*) Les socialistes-révolutionnaires et les socialistes-démocrates ukrainiens ensemble disposaient d'une majorité certaine

*) Sur un total de 702 mandats au Centralna Rada, les délegués des paysans ukrainiens disposaient de 212, ceux des ouvriers de 100, ceux des militaires de 158, les conseils ouvriers et militaires locaux de 50, les délegués des partis socialistes de 100 mandats. Les socialistes-révolutionaires ukrainiens avec ceux qui acceptaient les princines du parti avaient une majorité effective. Les groupes radicaux et libéraux y compris ceux, qui étaient socialistes plus par le nom que par le programme et la tactique ne disposaient en somme de pas plus de 15% des mandats

dans toutes les questions. C'est ce qui a fourni au Centralna Rada la possibilité de prendre une attitude plus décidée tant par rapport aux questions politiques qu'au problème social

Problème politique.

Dans les premiers mois de la Révolution le postulat des partis ukrainiens était: l'autonomie de l'Ukraine dans ses confins ethnographiques et la résolution des problèmes économiques du pays par ses organes législatifs autonomes. Leur desideratum était: la transformation de la Russie en un état fédératif, mais sa réalisation dépendait de la constituante de la Russie entière. Quant à la formation du régime autonome que de l'Ukraine, les partis indigènes la regardaient comme une chose ne souffrant pas de retard, tant à cause des symptômes de ruine et d'anarchie que l'on pouvait apercevoir déjà dans l'empire des tzars qu'à cause de certains besoins économiques et culturels exigeant des soins immédiats; avant tout on sentait le besoin d'une réforme agraire dans l'ordre économique et de l'abolition de la russification forcée dans le domaine de la civilisation.

Les partis russes et le gouvernement provisoire ajournaient tout jusqu'à la réunion de la constituante de toute la Russie, mais cette réunion en se reculant de plus en plus devenait plus que problématique, surtout après l'échec de l'offensive prise par le gouvernement provisoire en juillet et suivie de la désagregation complète du front militaire, qui commença à cette époque. Prenant en considération l'antipathie évidente pour des concessions quelles qu'elles fussent en matière d'autonomie pour l'Ukraine, le Centr. Rada se vit obligé de constituer l'autonomie de sa propre autorité en proclamant son pouvoir sur l'Ukraine. Et lorsque le gouvernement provisoire russe de coalition tomba dans la lutte avec les bolchéviks, étant donné la situation périlleuse, où se trouvait l'Ukraine entre deux combattants — les adhérentes du gouvernement de coalition et les bolchéviks — les

partis ukrainiens ne virent d'autre moyen pour garantir les intérêts nationaux de l'Ukraine que de la proclamer en une république séparée pour donner des assises au pouvoir du Centralna Rada et du gouvernement qu'il avait organisé.

En même temps fut proclamé le lien fédératif de cette République Démocratique Ukrainienne avec les autres républiques de l'ancienne Russie. Mais le gouvernement ukrainien ne put d'aucune manière s'entendre avec le noveau gouvernement de la république russe »le soviét des commissaires du peuple« que la république ukrainienne était disposée de reconnaître comme le gouvernement de la Grande Russie. Les bolchéviks bien que réconnaissant en théorie »le droit de chaque nation de disposer d'elle même« voulait dicter au gouvernement ukrainien sa politique étrangère et intérieure, imposer au Centralna Rada son plan d'organisation de république soviétiste. Enfin ils entreprirent une offensive contre l'Ukraine et les partis de ce pays se virent obligés de proclamer la République Ukrainienne comme état complètement séparé, indépendant et souverain pour mettre un terme à cette confusion des rapports (le 22 janvier 1918).

Dans toutes ces affaires les partis ukrainiens marchaient suffisamment de concert. C'étaient les délégués militaires qui posaient ces questions le plus radicalement. Le parti socialiste-démocrate et celui des socialistes-révolutionaires ukrainiens restaient fidèles au principe de la fédération et proclamaient l'indépendance comme une étape passagère à la fédération mondiale, vu que tous les efforts tendant à la formation d'une fédération dans les limites de l'ancienne Russie avaient échoué. Sur ce principe de l'indépendance tous les autres partis ukrainiens étaient d'accord. Les autres partis socialistes de l'Ukraine non-ukrainiens, quoique douloureusement atteints par chaque relâchement des liens de l'Ukraine d'avec la Russie, se voyaient en définitive obligés d'accepter la situation telle qu'elle était. En effet l'Ukraine se sépara matériellement, elle fut obligée d'or-

ganiser sa vie politique et économique de ses propres forces et moyens. Parler sérieusement d'une fédération au plus fort de la guerre civile était impossible. Quand, par exemple, le pays du Don voisin se proclamait en république et membre de la fédération russe, le gouvernement soviétiste moscovite y envoya ses troupes, le taxa de centre contre-révolutionnaire et demanda à l'Ukraine de rompre tous rapports avec lui (ce fut un des prétextes de la guerre soviétiste contre l'Ukraine). Même pour les plus ardents défenseurs du principe fédératif il était clair que la réalisation de cette idée ne se ferait qu'avec le temps. Depuis lors les nouvelles formations d'état — les républiques nouvelles se sont consolidées, manifestant leur physionomie sociale et politique propre, de sorte qu'il sera possible plus tard de s'orienter exactement sans marcher à l'aveuglette, pour savoir avec qui et comment doit se faire la fédération

Liquidation de la guerre.

Sans tenir compte des autres motifs, la proclamation de l'indépendance de la République Ukrainienne était dictée aussi par la nécessité urgente de liquider la guerre mondiale.

Depuis le début, tout le monde en Ukraine désapprouvait complètement cette guerre, la regardant comme un incident provoqué par l'impérialisme international et imposée à l'Ukraine par le régime détesté du tzar. Elle était d'autant plus inadmissible et odieuse pour les Ukrainiens que les combattants de l'Ukraine russe avaient à se battre contre leurs frères Ukrainiens de l'Autriche-Hongrie.

Connaissant bien les plans russes d'extermination du »séparatisme ukrainien«, que favoriserait la victoire de la Russie dans cette guerre, ils prenaient part avec autant plus de crainte et de haine à la campagne russe dans la Galicie qu'ils portaient de leurs propres mains la ruine à leur vie ukrainienne, enrichie avec tant de labeur et tant d'amour par les soins communs des Ukrainiens d'Autriche et de ceux de Russie. Durant les prohibitions des tzars les Ukrainiens de Russie regardaient la Galicie comme un Piémont Ukrainien, n'épargnant ni leurs efforts ni leur moyens pour y développer la vie nationale ukrainienne le plus pleinement possible. Voilà les motifs pour lesquels on désirait en Ukraine la fin de la guerre plus avidement et plus ardemment que partout ailleurs.

Aussitôt que par la révolution le peuple ukrainien fut en mesure d'exprimer ses désirs il ne cessa pas, dans les meetings et dès les premières réunions, d'insérer dans ses demandes la liquidation immédiate de la guerre. Le Centralna Rada tenant compte des voeux de la population avait joint ce postulat à ses réclamations politiques. Mais jusqu'à la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine cette réclamation de sa part n'avait eu qu'un caractère purement platonique.

Dès que le gouvernement soviétiste de Russie, qui avait aussi inscrit dans son programme la liquidation immédiate de la guerre, entama à Bereste (Brest-Litovsk) des négotiations de paix avec les puissances centrales, le gouvernement de la République Ukrainienne ne tarda pas d'y envoyer aussi ses délégués. Mais justement parce que le caractère juridique de l'Etat Ukrainien n'était pas clairement défini, il ne passait que pour un membre de la Fédération Russe, quoiqu'elle n'existât pas réellement, et par cette raison on pouvait à son gré reconnaître ou méconnaître son droit particulier à participer à la politique internationale de sorte que la conclusion de la paix était entravée par des dificultés diverses.

La délégation russe tantôt reconnaissait tantôt désavouait le droit de la délégation ukrainienne à prendre part aux négotiations, ou bien publiait des déclarations reconnaissant les droits de la représentation de la République Ukrainienne au comité exécutif soviétiste de Kharkiv, organisé sous l'égide bolchéviste et les deniait au Centr. Rada. Ainsi dans les questions de la paix l'attitude de la délégation russe était inconstante et variable, se

servant des négotiations pour faire des déclarations de programme pour les porter à la connaissance de l'Europe plutôt que de penser aux intérêts de la conclusion de la paix même.

C'est pourquoi la délégation ukrainienne perdit l'espoir de conclure la paix conjoitement avec la délégation russe, ayant pleine conscience que le Centralna Rada devait regarder la liquidation immédiate de la guerre comme son devoir impératif devant le peuple Ukrainien. L'offensive de l'armée soviétiste en Ukraine qui menaçait l'existence même de la république Ukrainienne et les intérêts essentiels de la nation, rendait la situation encore plus pressante. C'est pourquoi le Centralna Rada donna plein pouvoir de mener à bonne fin les négociations de la paix, à ses mandataires, qui en effet conclurent avec les puissances centrales la paix à des conditions assez favorables. L'Ukraine restait neutre ne promettant aux puissances centrales que du blé, en échange des produits allemands dont elle avait besoin.

Le vice de cette paix c'est qu'elle était séparée — le Centralna Rada le reconnait lui même — mais, comme nous l'avons vu, il fut obligé à cette démarche à cause de la politique des bolchéviks moscovites contre l'Ukraine, fausse au point de vue des intérêts du socialisme et tout à fait inconséquante.

Problème social-économique.

En ce qui touche la question d'exiger pour l'Ukraine une indépendance politique aussi large que possible, et de ses garanties, les partis Ukrainiens, comme il a été dit, marchaient avec assez d'ensemble. Du moins les différences sur certains points n'ont jamais mené qu'à des altercations assez vives. Il était plus difficile de s'entendre sur le problème social et économique. Les partis qui le savaient bien s'éfforçaient de ne pas s'enfoncer dans les détails de ces questions, avant que le problème politique fût résolu ou tout au moins que l'autonomie de l'Ukraine

fût affermie et assurée dans son domaine intérieur. Mais cette question-là ils n'étaient pas aussi en état de la forcer, car ils devaient tenir compte des tendances centralistes, profondément enracinées non seulement dans les régions gouvernementales russes, mais aussi dans les sphères radicales non-ukrainiennes de l'Ukraine même.

Par suite de cela les délégués des partis non-ukrainiens (pour la plupart socialistes) admis au Centralna Rada se tinrent obligés de jouer le rôle de gardiens des intérêts de l'unité russe contre les tendances séparatistes des partis ukrainiens. Ils ne voyaient dans ces tendances que du chauvinisme et s'éfforçaient de les enrayer et de les discréditer. C'était un travail ingrat et vain, parce que les partis ukrainiens, autant les soc.-démocrates que les soc.-révolutionnaires exerçaient eux-mêmes la plus étroite surveillance sur la tactique du Centr. Rada, au point de vue de la pureté de ses sentiments révolutionnaires et socialistes. Eux mêmes agissaient très fortement contre toutes apparitions du nationalisme chauviniste et réactionnaire dans le monde ukrainien.

Cette lutte nationale et politique contre tant d'adversaires, ces efforts pour éclairer les régions gouvernementales russes et les partis hostiles à l'intérieur dans la presse et dans les organisations de toutes sortes, même dans le Centralna Rada, épuisaient les forces des partis ukrainiens, les tenait éloignés des questions sociales et économiques sur lesquelles ils devaient s'entendre pour introduire une réforme tout à fait immédiate, parce que les circonstances pressaient.

La désagrégation du front militaire inondait le pays de soldats mal instruits de la situation, de déserteurs demoralisés ainsi que d'un flot l'éléments étrangers venant de Russie, déjà en train de se décomposer au point de vue social, qui apportaient un ferment dangereux, surtout dans les villages. Ces arrivants reprochaient aux paysans ukrainiens, qu'en suivant les conseils des partis ukrainiens, ils retardaient la réforme agraire jusqu'à

la réunion de la constituante et de la diète ukrainienne, tandis qu'en Russie tous les fonds étaient déjà socialisés, les grands propriétaires chassés etc.

Les bolchéviks russes commencèrent aussi une campagne á outrance contre les partis ukrainiens, contre le Centralna Rada et son gouvernement faisant circuler des insinuations sur leur caractère bourgeois et réactionnaire et d'autres incriminations bien éloignés de la vérité. Tout cela pressait les partis socialistes ukrainiens à exposer le plus promptement possible leur programme social et politique pour mettre un terme aux récriminations injustes. Mais les partis ne s'étant pas entendus au sujet de ce programme, cela faisait de grandes difficultés, surtout par suite de la disproportion des partis dans le parlement (Cent. Rada) et dans le gouvernement.

Le parti soc.-démocrate ukrainien séparé du parti russe lors de la première révolution russe 1905—6. et héritière d'une idéologie marxiste complètement achevée, disposait de cadres de travailleurs intellectuels peu nombreux, il est vrai, mais assez bien préparés, qui faisaient un campagne politique plus intensif qu'extensif, et travaillaient plus dans la presse et les organes du noveau gouvernement que dans les masses populaires.

Le parti socialiste-révolutionnaire ukrainien ne s'étant organisé séparément du parti russe qu'au commencement de la révolution de 1917, il ne se composait en majeure partie que d'hommes jeunes qui s'adonnaient ardemment à l'éducation et à l'organisation de l'énorme masse paysanne ukrainienne. Ils eurent un grand succés chez les paysans ukrainiens, ils acquirent leur confiance sincère. Les intellectuels et les demi-intellectuels suivant les anciennes traditions de la classe ukrainienne instruite tenant pour principe de se baser sur la classe paysanne, se joignirent aussi pour la plupart aux socialistes-révolutionnaires, regardant comme leur devoir d'être du parti des paysans. Mais cette énergie extensive épuisait le parti, n'ayant la possibilité ni d'approfondir ses principes théoriques ni de prendre

une partie aussi active au travail gouvernemental que le parti soc.-démocratique.

Ce sont les causes qui ont produit l'anomalie que le parti s.-r. disposant d'une grande majorité au parlement, ne prétendait pas à un rôle aussi décisif dans le cabinet et le cédait volontairement aux s.-d. et aux autres partis, de sorte que la majorité du cabinet ne disposait pas d'une majorité dans parlement, mais dépendait toujours de la bonne disposition et du bon vouloir des socialistes-révolutionnaires. Cela indisposait les partis siégeant dans le cabinet, surtout les socialistes-démocrates. Persuadé de sa supériorité idéologique le parti s.-d. prétendait avoir voix prépondérante dans toutes les questions y compris la question agraire, la plus essentielle au point de vue du parti s.-rév. C'était ce qui causait une exsaspération évidente parmi ces derniers. Tandis que dans les questions concernant la protection des intérêts de la classe ouvrière ils soutenaient fidèlement le programme des s.-d., les soc.-révolutionnaires voulaient décider eux-mêmes dans celles qui touchaient les intérêts de la classe paysanne, attendant le même soutien de la part de soc.-démocratie, d'autant plus que cette dernière n'avait pas de programme agraire propre achevé.

Cependant après quelques hésitations le parti soc.-dém. ukrainien adopta le principe de la nationalisation de la terre, tandis que les soc.-révolutionnaires en étaient restés au principe de la socialisation. C'était une divergeance principielle, cependant certaines réformes partielles concrètes auraient pu être réalisées à l'unanimité (comme l'élimination de la terre du commerce, l'expropriation des possessions au-dessus de la norme ouvrière, la répartition de la terre entre les paysans dépourvus de terre et ceux dont le lot était insuffisant etc.) — si les circonstances de la lutte politique et la suite des événements avaient laissé plus de temps pour éclaircir ces questions, pour établir le concert des partis et préparer l'opinion des masses. Mais évidemment c'était le temps qui manquait.

En proclamant l'indépendance de la République Ukrainienne les partis avaient tenu pour nécessaire de signaler son caractère social. Le manifeste (»3-me universel«) du Centralna Rada en proclamant l'indépendance signala en effet les traits principaux de l'organisation social-économique de la nouvelle république. En sus des articles sur la liquidation de la guerre, l'amnestie aux accusés pour cause politique, l'abolition de la peine capitale, la réforme de la justice et de l'administration, on proclama l'abolition du droit de propriété privée sur les terres d'une importance agricole, la journée de huit heures de travail, l'autonomie nationale personnelle pour les nationalités non-ukrainiennes.

Mais la loi agraire élaborée après ce manifeste par un ministre socialiste-démocrate et proposée à la chambre, rencontra chez les délégués des paysans une rude opposition parce qu'ils la regardaient comme trop modérée et peu radicale. Surtout la norme de la possession proposée — 40 dessiatynes (44 ha) — semblait trop élevée et donnait prise au reproche de bourgeoisisme.

Les soc.-démocrates ukrainiens aimaient mieux ne pas toucher aux possessions paysannes moyennes, pour ne pas inciter cette classe assez nombreuse à lutter contre le réforme, et refusaient le principe de socialisation, persuadés qu'il ne ferait qu'assurer la propriété paysanne bourgeoisie, en la fortifiant en fait. Les s.-révolutionnaires, d'un autre côté prenaient le parti de la classe paysanne proletaire, regardant comme impossible de laisser subsister telle quelle la propriété moyenne, même paysanne ou ouvrière, et insistaient sur le principe de la socialisation. La nationalisation de la terre leur semblait une forme de solution de la question agraire risquée livrant aux mains du gouvernement une trop grande puissance économique.

Cette polémique menée vivement au parlement et dans la presse ne fit qu'aigrir les relations des principaux partis socialistes ukrainiens, quelques partis non-ukrainiens d'autre part cherchant par les motifs indiqués plus haut de renforcer cette

divergeance des partis ukrainiens. C'est pourquoi la réforme sociale et économique fut gravement empêchée, quoique les circonstances politiques exigeassent la résolution la plus immédiate, et surtout du problème agraire, dans le but d'apaiser les paysans pauvres, alarmés par l'agitation bolchéviste.

Le parti soc.-rév., disposant de la majorité du Centr. Rada, obtint enfin que la loi agraire fut approuvée comme elle avait été rédigée par le parti. Quoique n'exprimant pas en termes exprès le principe de socialisation, cette loi fournit une résolution du problème agraire sur les bases de ce principe, transmettant la disposition de la terre entre les mains des comités agraires de village, de volostes, d'arrondissement, et leur laissant le droit de fixer le minimum qui resterait dans la possession des propriétaires actuels, tout le surplus audessus de cette norme étant destiné à leur être enlevé.

C'était un acte législatif très important et très intéressant: cette loi et celle sur l'autonomie nationale exteritoriale furent les deux oeuvres les plus remarquables de création socialiste du premier parlement ukrainien, ajoutant quelque chose de nouveau à l'édifice socialiste. Mais l'opposition des classes et des partis bourgeois de l'Ukraine, atteints par ces lois, surtout par loi agraire, ne restèrent pas sans influence sur la crise postérieure.

Première guerre avec la Russie et l'occupation allemande.

L'entrée des troupes soviétistes dans l'Ukraine (dans l'hiver de 1917—18, ainsi que plus tard dans l'hiver de 1918—19) et l'organisation sous leur protection dans les provinces limitrophes d'un pouvoir soviétiste que le gouvernement soviétiste de Russie désirait traiter comme le pouvoir unique et légal de la République Ukrainienne, féderée avec la Russie, sans parler d'autres circonstances défavorables, eurent une influence très nuisible sur le développement de la lutte sociale et la réforme socialiste en Ukraine.

Les points de discorde dans cette guerre étaient le régime soviétiste (conseil d'ouvriers, de soldats et de paysans, ces derniers en fait seulement nommés), la dictature du prolétariat, la fédération avec la Russie. Le gouvernement soviétiste russe, immédiatement ou par ses intermédiaires, les comités bolchévistes, s'efforçait d'imposer à l'Ukraine ses exigeances — il déclarait en même temps, qu'il ne faisait pas la guerre contre l'Ukraine elle même, que ce n'était qu'une guerre civile, menée par les communistes ukrainiens contre le gouvernement du Centr. Rada, mais cela ne changeait rien à la réalité, qui était, que les communistes ukrainiens disposaient des troupes et des moyens de la Russie soviétiste.

Cependant cette dernière désirant dicter sa volonté à l'Ukraine réveillait la lutte nationale endormie, obscurcissait par cette lutte la conscience des classes, poussait les partis socialistes ukrainiens à chercher un contact avec les groupes non-socialistes, paralysait les succès de la transformation démocratique et socialiste de l'Ukraine et en somme produisait des résultats contrerévolutionnaires et nuisibles au progrès du socialisme.

Même aux adhérents ukrainiens des principes que le gouvernement soviétiste tâchait d'imposer à la République Ukrainienne, sa politique, comme nous le verrons encore, ôtait les armes des mains. Au contraire, les éléments réactionnaires relevaient la tête en entendant le cris de guerre contre l'attaque bolchéviste. Les éléments chauvinistes chassés de la scène par les partis socialistes ukrainiens, marchaient en avant de nouveau. Tel fut le résultat en ce qui concerne l'Ukraine, sans faire mention, combien cette guerre de deux républiques socialistes avait affaibli les forces socialistes en général et entravé leur succès.

La loi sur l'autonomie nationale personnelle, la loi agraire, la loi ouvrière (pour les énumerer dans l'ordre chronologique), ces actes législatifs les plus importants du Centralna Rada furent proposés et votés en janvier 1918, pendant une révolte

bolchéviste à Kyiv, le blocus et le bombardement par les troupes soviétistes. La mise en exécution de ces lois fut arrêtée par cette guerre. Le Centralna Rada et le gouvernement ukrainien se voyaient obligés de se retirer de Kyiv en Volhynie sous une escorte de troupes ukrainiennes. Le gouvernement allemand en ces circonstances difficiles prit le rôle de protecteur de l'Ukraine contre l'attaque russe et occupa en effet l'Ukraine avec ses troupes — le gouvernement ukrainien avait désiré d'envoyer en Ukraine des Ukrainiens prisoniers de guerre qui avaient été formés en régiments par le gouvernement allemand, mais ce dernier les retint et envoya en avant les troupes allemandes. Le gouvernement autrichien fit de même à l'exemple des Allemands, tandis que le gouvernement ukrainien demandait d'envoyer des légionnaires ukrainiens (»les tirailleurs de Sitch«). L'Ukraine fut évacuée par les troupes soviétistes, mais elle se trouva en fait dans les mains du commandement allemand, étant presque dépourvue de forces militaires propres, puisque les troupes ukrainiennes étaient rompues, dissipées, démoralisées par la guerre mondiale. Les généraux allemands le sachant bien se comportaient en Ukraine comme en pays conquis. Au mois de mars cela sautait aux yeux de tout le monde.

A mesure que le haut commandement allemand devenait évidemment maître de l'Ukraine, tous les adversaires de l'état

La réaction et le coup d'état.

Ukrainien et du régime socialiste reprenaient l'espoir qu'à l'aide des généraux allemands, ils pourraient mettre un terme à tout cela. Parmi les partis ukrainiens eux mêmes se fit sentir la tendance évidente de se servir de cette situation pour discréditer le parti des soc.-révolutionnaires ukrainiens qui avait assumé le pouvoir pendant le blocus de Kyiv et par conséquent s'était présenté au monde comme l'auteur prin-

cipal du traité de Breste et responsable de l'entrée des troupes allemandes en Ukraine.

Comme prétexte immédiat de cette agitation on se servit une fois encore de la socialisation de la terre. Les éléments bourgeois et réactionnaires faisaient campagne parmi les paysans aisés les affrayant par des perspectives d'expropriation de la terre et leur représentaient sous les couleurs les plus noires les résultats de la réforme. Au moyen de cette campagne et d'arguments sonnants ils s'efforçaient d'organiser un parti agraire réunissant les propriétaires des fonds, les petits ainsi que les grands, les »propriétaires-agricoles« de toute sorte, sur la base de la défense du principe de propriété. Ils organisaient des meetings de protestation, déléguaient des députations de ces meetings au Centralna Rada et au commandement allemand, démontrant aux généraux allemands que la réforme agraire du Centralna Rada produirait un chaos complet, une révolte de paysans, qui aurait pour résultat de laisser les champs non ensemencés, et que les Allemands ne recevraient pas de blé ukrainien — de ce blé qui avait servi de motif principal à la conclusion de la paix de Bereste (de la paix de pain, »Brotfrieden«, comme on la nommait en Allemagne) et de l'entrée des troupes allemandes en Ukraine. En même temps les grands propriétaires et généralement toute la bourgeoisie de l'Ukraine, sans distinction de nationalité, russe, polonaise, juive et même ukrainienne, à toute occasion et à chaque rencontre avec des officiers allemands faisaient tous leurs efforts pour discréditer le régime socialiste ukrainien et l'idée de l'état ukrainien elle même. Ils répétaient les vieilles banalités, qu'il n'existait ni Ukraine ni peuple ni langue ukrainienne, que tout cela n'était qu'une invention de théoriciens et de phantastes, ayant pris le gouvernail sans avoir une idée quelconque de l'administration de l'état, menant le pays à l'anarchie, à la ruine et à la perte. Ils imploraient les secours des Allemands, qu'ils prissent le rôle de sauveurs de la civilisation, d'ordre économique et qu'ils pré-

servassent les autres biens de la vie culturelle d'une extermination, dont les menaçait la »socialisation«.

Dans les sphères militaires allemandes des personnes unies par des liens personnels et d'affaire avec la bourgeoisie d'Ukraine, avec des entreprises de toute sorte, ainsi qu'avec la Russie ancienne, militariste et bureaucratique, jouaient un rôle dirigeant, à commencer par le commandant en chef Eichhorn jusqu'aux conseillers et informateurs du commandement: justement des personnes de ce genre-là travaillaient à l'état major allemand à trouver une destination en l'Ukraine et y passaient pour des connaisseurs du pays. En conséquence ces persuasions et prières ne restèrent pas sans résultat, d'autant plus que ces connaisseurs et leurs informateurs pouvaient se référer aux voix de ces mêmes partis ukrainiens, non seulement bourgeois, mais aussi socialistes, qui se laissant entrainer par un mouvement partiel contre »le régime soc.-révolutionnaire«, devinrent bongré-malgré les complices de cette expédition de la bourgeoisie non-ukrainienne contre l'idée de l'état ukrainien.

Ce n'était pas aussi un moindre motif d'agitation pour les groupes réactionnaires et chauvinistes qu'au Centralna Rada des Juifs participaient très activement comme délégués des partis non-ukrainiens: on leur attribuait une grande influence sur ses actes, on s'indignait des droits étendus accordés aux minorités ethnographiques y compris les Juifs, par la loi du Centr. Rada sur l'autonomie nationale personnelle, etc.

En conséquence le commandement allemand négligeant toutes les représentations du Centr. Rada et du gouvernement ukrainien, assuma d'abord le contrôle des travaux agricoles de l'Ukraine recommandant à ses subordonnés de prendre un soin vigilant que tout sol sans exception soit cultivé et que les paysans ne se refusassent pas à travailler dans les exploitations seigneuriales. La mission allemande de Kyiv demanda au gouvernement ukrainien sous forme d'ultimatum

que les paysans payassent en effet les portions à eux distribuées des fonds seigneuriaux et d'état et que les grands propriétaires reçussent un dédommagement pour les fonds expropriés, c'est-à-dire que la réforme agraire fut changée dans tout son esprit (sans changement de lettre de la loi, les conseillers de la mission ayant trouvé des paragraphes qui étaient à »éclaircir« dans le sens indiqué).

Ces demandes étant restées sans effet et les ordonnances allemandes méconnues par le gouvernement ukrainien, le commandement allemand usurpa le pouvoir administratif et judiciaire, arrêta les ministres, interrompit manu militari la session du Centralna Rada et sous sa protection militaire donna aux propriétaires, convoqués dans ce but à une réunion à Kyiv, la possibilité de restaurer une monarchie autocrate sous la forme de la reconstruction du hétmanat ukrainien (qui n'avait en effet, hors du nom et de quelques accessoires pseudo-historiques rien de commun avec la république des hétmans cosaques du XVII siècle). Un cabinet fut formé de grands propriétaires de fonds et de la bourgeoisie russe, juive et ukrainienne »modérée«. Une assemblée de paysans très nombreuse (plus de 10 mil. délégués), convoquée à cette époque, pour assister à la transmission du pouvoir du Centralna Rada à la constituante, fut chassée. Un grand nombre d'hommes, principalement des membres du parti soc.-révolutionnaire ukrainiens et de »l'Association des paysans« fut arrêté. Les lois sociales du Centralna Rada étant cassées, la terre déjà répartie par les comités agraires entre les paysans, leur fut enlevée et restituée aux propriétaires. L'administration étant passée de nouveau entre les mains des anciens agents de police et gendarmes du régime des tzars, tout ce qui avait une odeur de socialisme, de réforme agraire etc, subit la persécution et l'extermination comme »bolchévisme«.

Le régime de la bourgeoisie et l'insurrection.

Ce régime de la bourgeoisie ne s'appuyait que sur les baïonnettes allemandes et autrichiennes (le commandement des troupes d'Autriche-Hongrie étant bongré-maigré obligé de suivre les ordres du commandement allemand et dans sa zone, de l'Ukraine méridionale, de suivre la même politique que le commandement allemand entretenait dans sa zone du nord). Toute entre les mains des Allemands, l'Ukraine resta véritablement durant sept mois sous l'occupation allemande. C'étaient des troupes allemandes qui organisaient des expéditions castigatrices contre des villages ukrainiens selon les recommandations de l'administration de l'hétman. C'étaient des soldats allemands qui assistaient les agents de police de l'hétman, qui fouettaient des paysans et paysannes ukrainiennes. C'étaient des garnisons allemandes et aussi autrichiennes qui tenaient les villes d'Ukraine soumises à l'hétman. Son régime sans troupes allemandes n'aurait pas duré un seul jour.

Les Allemands le sachant bien, faisaient en général sentir sans façon à l'hétman toute sa dépendance de leur grâce, mais au point de vue de la politique ukrainienne ils se bornaient seulement à lui donner des conseils amicaux sans insister tout au moins sur leur accomplissement. Autant qu'on le sait, le commandement ne manquait pas de comprendre la situation, au moins dans une certain mesure. Par conséquent il recommanda expressément à l'hétman d'entretenir des rapports avec les partis ukrainiens de droite et les modérés, de mener une politique nationale ukrainienne pour la forme, de soutenir les formes extérieures de l'indépendance de l'Ukraine, quant aux demandes sociales-économiques — de réaliser une répartition de la terre entre les paysans, mais sans causer de détriment au intérêts seigneuriaux.

Sans doute une pareille politique suivie par l'hétman lui assurerait l'aide sincère de la bourgeoisie ukrainienne, des

groupes nationalistes et même de quelques socialistes. Même parmi les soc.-démocrates ukrainiens il y avait des politiques persuadés, que les partis ukrainiens devaient collaborer avec l'hétman pourvu qu'il soutint fidèlement l'indépendance de l'Etat ukrainien et son caractère national. Mais l'hétman se trouva entièrement dans les mains du *Protofiss*, un syndicat formé d'industriels, de négociants, de financiers et de grands propriétaires de fonds, qui non seulement empêchaient tous les plans de réforme sociale pour si modérée qu'elle fût, mais résistait au mouvement national, au caractère national de l'administration en soutenant les prérogatives de la langue russe comme langue du gouvernement. Toutes les négotiations sur l'organisation d'un ministère ukrainien composé de membres des partis ukrainiens »modérés«, entamées à l'incitation du commandement allemand et de »l'Union nationale« des partis ukrainiens, ne parvinrent à rien, ainsi que tous les discours sur la réforme sociale.

Il apparut clairement à tous les yeux que la bourgeoisie ukrainienne d'une conscience nationale très faible ne pouvait jouer un rôle politique par elle même. Le régime de bourgeoisie en Ukraine signifierait toujours la domination de la bourgeoisie non-ukrainienne, hostile aux exigeances nationales ukrainiennes. La bourgeoisie ukrainienne pourrait se tenir quelque temps à l'aide de la force militaire allemande, mais il était évident que le commandement allemand et après lui aussi le gouvernement autrichien se contenterait de concessions, qu'ils ne pouvait obtenir du gouvernement du Centralna Rada, et qu'ils obtinrent de l'hétman, mais qu'il n'insisterait pas sur les autres questions.

C'étaient des concessions concernant les munitions de guerre de l'Ukraine, les matériaux de toute sorte, les vaisseaux de la flotte de la mer Noire etc., le commandement allemand les traitant comme des prises de guerre. Les conventions et obligations, assumées en ces questions par l'hétman, n'ont pas

été publiées textuellement jusqu'à ce jour, il reste encore à savoir dans quelle mesure ce qui se faisait en Ukraine avait l'approbation du gouvernement allemand et dans quelle mesure cela dépendait seulement des généraux allemands disposant de l'Ukraine conjoitement avec l'hétman et sa compagnie. Le monde ukrainien ne voyait, que le pillage de l'Ukraine par cette compagnie de l'hétman et d'Allemands, une orgie de pillage et de spéculations se déchaînant autour des magasins de munitions, des réserves d'approvisionnement, de l'exportation des matières premières, de la valeur ukrainienne etc.

Sous le régime de l'hétman et des Allemands l'Ukraine devint une vrai semine de démoralisation, où affluait de toutes les parties de l'ancienne Russie, toute la saleté du régime des tzars, la lie des spéculants et des intrigants politiques, sauvant leurs têtes de la terreur bolchéviste et en même temps cherchant une occupation à leurs talents et à leurs capitaux. On organisait des détachement d'officiers contre le régime russe soviétiste, des entreprises de toute sorte pour restaurer la Russie ancienne et en même temps on menait une vente-achat des biens propres et de ceux d'autrui sur une grande échelle — avec la participation des ministres, de l'hétman et des »connaisseurs« allemands. C'était vraiment le tableau épouvantable de la décomposition et de la démoralisation d'un régime de bourgeoisie.

Le gouvernement allemand se vantait devant le monde allemand d'avoir ôté aux soc.-révolutionnaires ukrainiens le pouvoir et de soutenir le régime de l'hétman pour garantir l'importation d'approvisionnements en Allemagne. Mais le blé et le lard qu'on emportait de l'Ukraine après le coup d'état était trempé dans le sang humain — allemand et ukrainien. Ce qu'on aurait pu recevoir volontairement comme cela avait été entendu par le traité du Centralna Rada en échange de produits allemands et de matières premières (charbon par exemple) on se le procurait par des réquisitions sanglantes, dans lesquelles,

périt une multitude de paysans ukrainiens et aussi une quantité très considérable de soldats allemands.

Tandis que la bourgeoisie ukrainienne inclinait à faire la paix avec le régime de l'hétman aux dépens de la classe paysanne, pourvu que les aspirations nationales d'indépendance et qu'un cours national soient garantis — les paysans, bien entendu, n'en avaient pas le moindre désir. La dispersion par les Allemands des assemblées des paysans, les arrestations faites à Kyiv après le coup d'état devinrent le signal de la révolte des paysans. Depuis ces événements jusqu'à la chute du régime de l'hétman, cette révolte à vrai dire n'a jamais cessé. Parfois elle se terrait à l'approche de forces militaires imposantes, se dispersait en petite guerre de partisans ou se retirait auprès de la frontière moscovite, d'autre fois se concentraient des masses très considérables, qui livraient des batailles formelles aux troupes allemandes et autrichiennes. Combien cette guerre a-t-elle couté à l'un et à l'autre parti — cela restera le secret du commandement allemand. Les pertes allemandes et autrichiennes se comptaient par dizaines de mille. On a tué ou fusillé une foule d'insurgés et de non-insurgés, car les suppôts des seigneurs et les contre-révolutionnaires se servaient de la dénonciation pour régler leur compte avec leurs ennemis. De vagues rumeurs circulaient sur de grandes catastrophes de chemins de fer arrivées surtout à des trains militaires et à ceux d'exportation qui auraient été causées par les employés des chemins de fer ou des paysans insurgés etc.

Pendant sept longs mois dura cette guerre secrète, silencieuse et sanglante entre le régime de l'hétman et le peuple ukrainien. La crise du front allemand à l'ouest amena une exode précipitée des troupes allemandes et autrichiennes de l'Ukraine. Le régime de l'hétman étant dépourvu de son soutien unique devenait d'un autre coté moins accessible aux conseils politiques allemands. Le Protofiss régardait la cause de l'Allemagne comme jugée, s'orientait de plus en plus vers l'Entente, reprenait à cette occasion le mot d'ordre de la restauration de la Russie une et indivisible. Le 15 novembre l'hétman donnait leur congé aux ministres ukrainiens (des partis bourgeois, qui deux semaines auparavant étaient entrés dans le cabinet) et organisait un cabinet complètement russe, en proclamant la fédération de l'Ukraine avec la Russie. Cela lui aliéna sans retour les partis ukrainiens modérés, et la »Ligue nationale« décida à la pluralité des voix de faire la révolution. Le directoire désigné par la Ligue déclara l'hétman hors la loi et prit en mains le gouvernement de la révolte.

La restauration de la République Ukrainienne et le principe ouvrier.

Ce nouvel appel donna de l'impulsion à la révolte, et l'espoir d'une victoire définitive sur les forces affaiblies du régime de l'hétman crût rapidement avec le départ des troupes allemandes et autrichiennes. Les masses paysannes ukrainiennes y prirent une part très active, les ouvriers au contraire restérent pour la plupart passifs. Le régime de l'hétman s'appuyait sur les officiers-volontaires russes, qui après la dernière volte-face de sa politique avaient considéré sa cause comme la leur propre. Cependant ces messieurs prenant volontiers de l'argent du trésor ukrainien, mais moins zélés à se battre, la chute du régime de l'hétman se serait produite tout de suite s'il n'eut été soutenu pandant quelques temps d'abord par les forces allemandes et plus tard si le commandement des troupes de l'Entente débarquées à Odessa n'avait pas assumé une attitude équivoque vis-à-vis de la République Ukrainienne restituée, entravant ainsi les opérations des forces de la révolte. Seulement vers la mi-décembre sous l'impression d'une insurrection à Kyiv même, l'hétman abdiqua le pouvoir et les troupes républicaines occupèrent Kyiv.

La République Ukrainienne était rétablie, on pouvait re-

venir au point de départ c.-a. d. au moment où son développement avait été interrompu par le coup d'état du 29 avril: au Centralna Rada ou à la Constituante, à qui le Centr. Rada se préparait à transmettre le pouvoir à ce moment là. Mais le directoire et les groupes qui l'entouraient, la majorité de la Ligue Nationale, les groupes professionels et de partis, ne désiraient ni la restitution du Centralna Rada ni la Constituante, élue au début de l'armée 1918, parce que parmi ses députés prédominait le parti s.rév. ukr. On charchait une autre forme de parlement provisoire, et au bout de ces recherches on proclama »le principe ouvrier« comme base d'organisation du peuple ukrainien pour le moment. Ce principe étant soutenu surtout par »l'Association des paysans«, fut exprimé dans les termes suivants dans la déclaration du directoire, élaborée encore avant l'abdication de l'hétman:

»Le directoire trouve que le droit d'administrer et de maintenir l'ordre dans le pays doit appartenir seulement aux classes, qui sont le soutien de la vie publique, qui créent les valeurs matérielles et intellectuelles et qui ont sacrifié le sang et la vie de leurs membres dans la lutte contre les efforts exterminateurs du régime actuel.

»Ce qu'on appelle les classes dirigeantes — c'est-à-dire la classe des grands propriétaires — pendant les sept mois de leur domination absolue et illimitée en Ukraine ont montré leur incapacité complète et leur caractère nuisible pour toute la nation dans l'administration de l'Etat. Ayant entre les mains tous les moyens matériels et moraux et la libre disposition pour organiser la vie économique et politique — ces classes n'ont fait qu'introduire la désorganisation et la ruine dans le pays. En poursuivant seulement leurs propres intérêts étroitement conçus elles ont, en fait, suivi une politique de brigandage dans le pays. Elles ont pillé, volé et vendu aux mains étrangères impérialistes la plus grande partie des biens de l'Etat et du peuple. N'ayant souci que d'accumuler le capital dans

leurs propres mains, elles ont amené l'industrie jusqu'aux confins de la décadence et jeté la vie économique du pays dans un état pitoyable. La spéculation a atteint sous la domination de ces gouverneurs une extension inouie. Les malversations, la vénalité, le désir du gain facile et colossal ont commencé à pénétrer même dans les classes ouvrières.

»Se regardant comme en pays conquis les grands propriétaires se sont servis pour gouverner d'une méthode de terreur sans égard et de violence. Etant étrangers au pays, les grands propriétaires foulaient aux pieds les droits nationaux et les formes de gouvernement édifiées au prix de tant de sacrifices et de tant de labeur.

»Pour un gouvernement révolutionnaire fondé par la nation, qui s'était révoltée dans sa colère et dans sa douleur contre ses oppresseurs, c'était un crime contre le pays d'admettre après cela ces classes à prendre part au gouvernement du pays. En conséquence le directoire proclame: que les classes oisives des exploiteurs qui se nourissent et vivent dans le luxe aux dépens du travail des classes ouvrières; que les classes qui ont causé la ruine du pays et de sa vie économique et ont prouvé leur régime par des cruautés et la réaction, n'ont ni droit ni vote dans le gouvernement de l'Etat. Le directoire transmettra ses droits et pouvoirs seulement au peuple ouvrier de la république démocratique de l'Ukraine indépendante.«

Le Congrès Ouvrier et la question des conseils.

On proposait au début un congrès ouvrier composé de délégués de paysans, de militaires et d'ouvriers. Plus tard à Kyiv, dans les conférences tenues avec les représentants des partis ce plan fut changé et au congrès furent invités les délégués des paysans, des ouvriers, des »intellectuels-ouvriers« et de quelques organisations professionelles ayant pris une

part plus active à la révolte (employés des chemins de fer, des postes et télégraphes). Mais ce changement, dicté par des groupes modérés ukrainiens, provoqua beaucoup de mécontentement et »l'Association des paysans« quelques jours avant les Congrès approuva une résolution tendant à organiser immédiatement des conseils locaux (rada) de députés de paysans et d'ouvriers réunis et de leur transmettre le pouvoire — hors de cette organisation la convocation du Congrès leur paraissant dépourvue de toute portée. Les représentants des groupes réunis à la gauche du Congrès déclarèrent au début de la session qu'ils ne leur serait pas possible de prendre part au travail d'un Congrès, organisé de cette manière. La partie centrale des soc.-révolutionnaires, formant une majorité du Congrès (ayant réuni dans ses rangs presque toute la représentation des paysans) exprima aussi son mécontentement que le principe ouvrier proclamé par le directoire ne fut ni développé ni réalisé, au contraire la politique du gouvernement montrait des tendences évidentes à s'affranchir de ce principe.

En effet la seconde invasion des troupes soviétistes en Ukraine, commencée lors de l'abdication de l'hétman et de l'exode des troupes allemandes de l'Ukraine au début de 1919, cette fois ainsi que l'année précédante produisit une réaction, un renforcement des éléments non-socialistes, contrerévolutionnaires et nationalistes. Cela se manifesta tout de suite par les tendences à liquider le Congrès Ouvrier et à délaisser le principe ouvrier en général, en renforçant le pouvoir des agents du gouvernement, et surtout en élevant la puissance militaire à la dictature. A cet égard l'influence la plus active et la plus persistante fut celle des représentants de Galicie, appellés au Congrès par le Directoire en vue d'une réunion de la Galicie avec l'Ukraine.

Ce fut au jour anniversaire de la proclamation de l'indépendance de la République Ukrainienne, le 22 janvier 1919,

que l'on proclama formellement sa réunion avec la République Occidental Ukrainienne, c'est-à-dire avec les pays ukrainiens d'Autriche-Hongrie (qui s'étaient érigés en état indépendant en automne 1918, par suite de la liquidation de l'empire d'Autriche-Hongrie). Lors de la chute du hétmanat »Le conseil National« (Nacionalna Rada) de Galicie prit la décision de réunir les pays ukrainiens d'Autriche-Hongrie en un seul état avec l'Ukraine orientale, cette déclaration ayant été ajourné jusqu'à l'inauguration du Congrès, le directoire invita le Conseil National d'envoyer ses députés. Cette représentation occidentale organisée sur des principes tout à fait différents (les deputés du parlement d'Autriche et des diètes, élus avant la guerre mondiale, y jouaient le rôle principal) prit une attitude malveillante tant envers la politique de gauche préconisée par la révolte ukrainienne qu'envers le principe ouvrier. Elle forma la droite du Congrès groupant autour d'elle d'autres éléments de droite et instistant que le Congrès ouvrier terminât le plus tôt possible sa session en laissant le pouvoir exécutif et législatif pour l'avenir entre les mains du directoire.

Cette session fut tenue dans des circonstances vraiment très anormales et dans une athmosphère morale très lourde. Une partie considérable de l'Ukraine orientale n'envoya pas ses délégués du tout, parce qu'elle était occupée d'un côté par les troupes soviétistes de Russie, de l'autre par des troupes de paysans insurgés contre le directoire, qui avaient à leur tête les soc.-révolutionnaires de la partie gauche, exigeant que le directoire se demit. Les chefs militaires de la république commencèrent l'évacuation de Kyiv, en communiquant au Congrès des rapports inquiétants, attirant son attention sur ce fait que les troupes soviétistes pouvaient arriver d'un jour à l'autre. La droite pressait le Congrès de clore la session le plus vite possible. Enfin ayant réussi à rassembler une majorité, quoique insignifiante, grâce à la sécession de la gauche et à l'abstinence du centre, elle vota une résolution

décidant que le Congrès élirait seulement des commissions qui fonctionneraient dans l'intervalle des sessions, le plein pouvoir restant entre les mains du directoire tandis que les conseils locaux ne serviraient qu'aux fonctions de contrôle.

Mais en même temps que les éléments groupés autour du directoire sous la pression des événements penchaient de plus en plus vers la droite, les partis ukrainiens socialistes, soc.-révolutionnaires et soc.-démocrates au contraire, qui comme tels n'avaient pas pris part auparavant à la proclamation du principe ouvrier, se rendant compte à présent de la situation, en venaient à se persuader que ce principe répondait en effet aux dispositions des masses populaires et aux exigeances du moment. Car vraiment la bourgeoisie non-ukrainienne et ukrainienne s'étant montrée dans l'année qui précéda la révolte si traitresse, les classes dirigeantes si instables dans leurs principes et inclines à l'opportunisme, aux concessions dans les questions sociales, pourvu que soient assurées les acquisitions nationales, il y avait bien des raison, semblait-il, pour apaiser les masses alarmés, en privant cette bourgeoisie perfide et intrigante de droits politiques pour quelques temps, jusqu'à ce que l'hégemonie des éléments socialistes et la domination des masses ouvrières, innocentes des intrigues de leurs ennemis, se soient consolidée. A ce point de vue l'organisation des conseils du peuple ouvrier leur paraissait plus adaptée aux besoins du moment, soit pour remplacer complètement l'administration qui avait si piteyablement prouvé son incapacité, soit tout au moins — pour en assumer le contrôle.

Quelques groupes (les soc.-révolutionnaires de la partie gauche)*) envisageaient la question de cette manière déjà

*) Faut-il rappeler qu'en Ukraine ainsi qu'en Russie les s.-révolutionnaires et les s.-democrates ne forment à présent des partis homogènes? Les s.-révolutionnaires ukr. se sont divisés en partie gauche

une année auparavant. Mais le principe des conseils (soviéts), par cela même que le gouvernement soviétiste de Russie tachait de l'imposer à l'Ukraine, rencontrait toujours de l'opposition, parce qu'on le regardait comme une capitulation devant le bolchévisme et ses prétentions politiques.

On oubliait que le principe soviétiste n'a jamais été une invention bolchéviste, puisqu'il avait été mis en relief au début de la révolution russe par les soc.-démocrates (mencheviks). Les bolchéviks n'ont fait qu'utiliser habilement cette organisation et en même temps ils l'ont déformée et discréditée, ayant en effet réduit à rien la représentation des paysans et pris pour mot d'ordre la dictature du prolétariat urbain tout à fait impossible en principe dans un pays où les paysans disposent d'une majorité de 80—85%. Au point de vue politique les bolchéviks ont lié à ce principe le mot d'ordre d'une fédération russe, qui signifie en réalité la restitution des anciens principes de la domination russe et de l'exploitation dans son intérêt des autres provinces. En ce qui touche l'Ukraine cette tactique eut pour résultat évident de discréditer aux yeux des Ukrainiens le principe des conseils lui même. Cependant les groupes gauches socialistes de l'Ukraine se persuadaient de plus en plus que, tout sentiment mis à part et envisageant froidement la situation on devait accepter le principe des conseils pour ce moment transitoire, jusqu'à ce que les circonstances permissent de passer aux principes complètement démocratiques. Le comité central du parti s.-rév. ukr. (parti gauche) dans ses résolutions de juin 1918 prit entre autres choses la décision suivante:

(pour le moment aussi divisée en deux groupes l'un lié avec les bolchéviks, l'autre hostile à la politique soviétiste russe) et la partie centrale (des éléments de droite restant non groupés). Les s.-democrates se devisent en groupe des «indépendants» (sans l'organisation d'un parti separé) et en parti du Comité Central. Mais ce sont des divergeances de tactique et non de programme.

»Sachant bien que tant que les partis socialistes ne seront qu'une minorité organisée et que la démocratie socialiste internationale ne formera pas un tout organisé, la transformation socialiste ne pourra être intégralement accomplie et la révolution sociale et la dictature de la démocratie ouvrière ne peut exister dans tous les pays, le comité central du parti socialiste-révolutionnaire ukrainien estime que la transmission du pouvoir entre les mains de la population ouvrière en la personne des conseils des députés ouvriers et paysans n'est possible que pour la courte durée du soulèvement révolutionnaire tant que la révolution s'accomplit par les seules forces de la population ouvrière et se base sur son organisation et tant que les acquisitions du mouvement révolutionnaire ne seront pas assurées et la réaction rompue, mais en même temps doit se préparer la transmission du pouvoir aux autonomies locales, élues d'après la formule à cinq articles, et entre les mains du parlement central, dont le rôle sera tenue d'abord par la constituante ukrainienne.«

L'histoire du hétmanat et du directoire a persuadé aussi les soc.-démocrates gauches (»indépendants«) et les soc.-révolutionnaires du centre (»partie centrale«), que pour le moment dans l'intérêt de l'organisation des masses paysans on ne peut pas refuser l'organisation des conseils comme une étape transitoire vers la démocratie sûre et pure. La fraction des paysans du Congrès ouvrier, réunis sous l'enseigne de la partie centrale des soc.-révolutionnaires ukrainins a motivé sa position vis-à-vis de cette question de la façon suivante:

»Considérant les évenements importants qui sont arrivés dans la vie du peuple ukrainien pendant les derniers temps: l'oeuvre destructrice des classes bourgeoises et les injures atroces faites au peuple ukrainien ouvrier, et tenant compte du grand sacrifice de ce peuple, ayant sécouée de ces propres forces le joug de l'hétman et des Allemands — la fraction du parti soc.-rév ukrainien trouve, que cette révolte du peuple

ouvrier a ouvert une époque nouvelle dans l'édifice socialiste et dans la création nationale et adopte en conséquence le principe ouvrier comme base et garantie unique de son succès dans l'organisation de la vie nouvelle.

»En se basant sur le principe de la décentralisation du pouvoir et d'un large autonomie provinciale, proclamé par la constitution du Centralna Rada du 29/IV. 1918, et le développant conformément au principe ouvrier approuvé plus haut, la fraction trouve que les organes du pouvoir, tant centraux que locaux, doivent appartenir aux collectives composées de représentants de la population ouvrière de paysans et d'ouvriers élus au sufrage égal et direct, au scrutin secret proportionnel.

»Formeront de telles collectives les conseils ouvriers de paysans et d'ouvriers de village, de volostes, d'arrondissement et de gouvernement, ayant dans les confins de leur territoire des droits bien définis et se soumettant l'un à l'autre, selon un ordre de ressort. Ils prêteront aide et soutien à l'organisation sociale sus-dite et la garantiront du désordre administratif et de l'anarchie.

»L'organe du pouvoir souverain sera le congrès du peuple ouvrier de toute l'Ukraine composé de députés, élus conformément à la manière sus-dite, et l'organe exécutif sera le conseil des ministres du peuple, responsable devant lui.«

Mais les soc.-démocrates ukrainiens (du Comité Central) ont proposé dans cette question un compromis, qui a recueilli la majorité du Congrès (grâce à l'abstention du centre):

»Les nouvaux organes des pouvoirs locaux seront organisés au scrutin universel et jusqu'à ce moment-là le pouvoir local, dans les intérêts de la défense nationale, appartiendra aux fondés de pouvoir de la République Démocratique Ukrainienne — aux commissaires, obligés de travailler en contact et sous le contrôle des conseils ouvriers locaux, élus par les paysans et les ouvriers au scrutin proportionnel.«

Ainsi les conseils ouvriers, composés de délégués de paysans et d'ouvriers suivant la proportion numérique de ces classes, devaient s'organiser en organes de contrôle — pour surveiller l'administration de République.

Les conseils ouvriers.

Cette résolution fut approuvée, entre autres choses, par le Congrès le 28 janvier qui ce jour même clotura sa session, comme il avait été décidé à droite. Des commissions du Congrès étant élues seulement pour faire les travaux préparatoires pour une session nouvelle et pour le contrôle, le pouvoir exécutif et législatif pendant l'intervalle resta entre mains du directoire.*)

Cette décision acheva de séparer les partis ukrainiens: en outre les groupes gauches, qui avaient quitté le Congrès avant le vote, et une majorité des soc.-révolutionaires ukr. de la partie centrale s'abstint de voter. Plus tard elle révoqua ses membres qui siégeaient au gouvernement et dans les commissions du Congrès.

En effet la politique gouvernementale s'aiguilla vers la droite, comme le démontrèrent les changements de cabinet, les mutations des membres du directoire et — les rapports avec les conseils ouvriers. La loi sur les congrès et conseils ouvriers tendant à mettre en pratique la décision du Congrès Ouvrier, fut approuvée par le directoire bientôt après la cloture de la session du Congrés le 8 février), mais le conseil des ministres arrêta sa publication et l'organisation des conseils fut entravée de toutes manières. Ils s'organisaient sans autorisation, quoique la loi exigeât que l'administration donnât l'initiative à leur organisation. Elle dit, que les commissaires d'arrondissement et de gouvernement doivent réunir les comités d'organisation et ceux-ci feront les élections des délégués de paysans, d'ouvriers et d'intellectuels-ouvriers pour les congrès ouvriers d'arrondissement et de gouvernement à l'exemple du Congrès Ouvrier d'Ukraine; ces congrès par l'intermédiaire de conseils élus par eux exerceront le contrôle sur l'administration, surveilleront l'exécution des lois de la République au moyen des agents locaux du gouvernement, supprimeront la contrerévolution et l'anarchie.

Le retard apporté à la publication de cette loi produisit une confusion dans son exécution. Kyiv avait été déjà évacué par le directoire aussitôt que la session du Congrès Ouvrier était finie. Le siège du gouvernement fut transporté d'abord dans la Podolie, à Vynnycia, plus tard dans la Volhynie, à Rivné. Les troupes soivétistes apprès avoir pris Kyiv s'avançaient vers l'ouest et en même temps se développait de plus en plus sous la direction des soc.-démocrates indépendants l'insurrection du peuple dirigée contre le gouvernement soviétiste, pour le défense de l'indépendance de l'Ukraine et contre la politique »fédérative« de ce dernier, mais simultanément elle se séparait du gouvernement du directoire. Dans ces circonstances l'organisation des conseils ouvriers s'accomplissait, comme il a été dit, spontanément, à l'initiative propre des organisation socialistes locales, tantôt conformément à la loi du directoire, sns-dit, et tantôt d'une façon tout à fait indépendante de cette loi (qui ne fut jamais publiée officiellement) et conformément aux principes approuvés par la fraction soc.-révolutionnaire du Congrès Ouvrier.

En conséquence les congrès, où les assemblées se composaient parfois de représentants de paysans et d'ouvriers, par endroits de députés de paysans, d'ouvriers et de soldats. L'idée de la représentation des »intellectuels-ouvriers« n'était pas populaire: on arguait que les intellectuels solidaires avec les paysans ou les ouvriers et ayant droit d'élection pas-

*) Les groupes gauches et le centre insistaient que le Congrès élut une délégation permanente (»petit Congrès«) avec tous les droits du Congrés pour siéger pendant l'intervalle et que cette délégation composat un cabinet, le directoire ayant abdiqué de son pouvoir.

sif obtiendraient des mandats d'eux (ce qui eut lieu en effet), et que les intellectuels étrangers aux classes ouvriers par leurs opinions et leurs idées sociales ne seraient qu'un élément hétérogène, par conséquent en acceptant le principe ouvrier, il n'y avait pas de raison d'en faire une classe séparée. La proportion de la représentation des paysans et de celle des ouvriers était établie conformément au rapport statistique de ces classes: en comptant la classe paysanne à 80—85% on donnait aux ouvriers un ou deux mandats sur un total de 7—10 membres du conseil. On y incorporait aussi en effet les délégations des comités locaux des partis socialistes ukrainiens: soc.-révolutionnaires, comme du parti des paysans, et celles des soc.-démocrates, comme de celui des ouvriers.

Les fonctions des conseils étaient aussi variées, se conformant à la loi ou aux décisions du Congrès Ouvrier. Parfois les conseils prenaient seulement les fonctions de contrôle, d'autres fois ils assumaient des foncitions plus étendues: une organisation de police communale, une serveillance de la conscription et de la mobilisation, de l'approvisionnemeut et d'autres choses, surtout parceque l'administration dans ces circonstans troublées montrait très souvent une incapacité absolue.

Au sujet de l'activité de ces conseils, telle qu'elle se développait dans leurs ressorts il ne nous arrivait que des renseignements intermittents et sans importance, toutes les communications étant interrompues. Ayant l'occasion d'observer les actions d'un congrès et du conseil qui y fut élu, nommément à Camenets de Podolie, l'auteur de ces lignes est à même de fournir sur eux quelques observations.

Les paysans de ces contrées n'acceptérent l'organisation qu'avec réserve, et seulement après une orientation scrupuleuse ils lui manifestèrent leur intérêt et sympathies. Elle arrivait vraiment très à propos, parce que l'ancienne autonomie provinciale (zemstvo), quoique démocratisée pendant la révolution, et plus encore l'administration perdaient évidemment leur crédit

auprès du peuple. Les ouvriers des villes, non-ukrainiens ne montraient aucune envie de participer à l'organitation nouvelle, au contraire les ouvriers des sucreries, en rapports étroits avec la campagne, lui portaient un grand intérêt. Le groupe des »intellectuels ouvriers« ne fut pas formé, mais les paysans élisaient très volontiers au conseil les socialistes intellectuels et à tous les deux partis socialistes: aux soc.-révolutionnaire et aux soc.-démocrates ukrainiens ils ont donné des sièges au conseil. Les villages se soumettaient de bon gré aux ordres du congrès d'arrondissement et du conseil élu par lui, car ils désiraient avec leur aide changer l'administration et le personnel des comités de voloste, ainsi que des comités agraires et de ceux d'approvisionnement qui ne répondait pas à leurs désirs. Sous leur direction ils organisaient très énergiquement et habilement une police communale.

L'auteur de ces lignes a reçu l'impression générale que pour le moment les conseils ouvriers étaient une institution très commode, qui pourraient en effet servir de moyen très puissant contre l'anarchie ainsi que contre la réaction contrerévolutionnaire, possédant la confiance de la classe ouvrière et unifiant ses forces avec celles des intellectuels socialistes. Il le constate autant plus volontiers qu'il n'a pas participé à la proclamation du principe ouvrier et par conséquent en suit la réalisation d'un oeil attentif mais désintéressé.

Conclusion.

Cet aperçu concis suffira-t-il pour expliquer ce qui est devenu évident pour tout observateur attentif des événements de ces dernières années?

La masse de trente millions des paysans pauvres de l'Ukraine ne peut être apaisée que par une réforme radicale, qui lui garantisse une amélioration certaine de sa situation éco-

nomique et le progrès intellectuel, c'est-à-dire une réforme agraire radicale et des garanties de culture nationale.

Un régime bourgeois en Ukraine qui ne s'appuierait pas sur cette masse ne serait possible qu'avec le soutien d'une force militaire étrangère. Mais une telle intervention étrangère ne serait qu'une cause de révoltes et d'insurrections nouvelles.

Donner à l'Ukraine liberté d'agir et la laisser se construire dans ses confins conformément aux circonstances réelles c'est le procédé unique qui puisse la conduire à l'apaisement et à l'odre. Le création d'un Etat Ukrainien est vraiment le moyen rationel trouvé par les partis ukrainiens pour arriver à ce but. Les expériences étrangères tant des bolchéviks russes que celles de la bourgeoisie, du gouvernement allemand et de l'Entente ne peuvent pas mener à un autre résultat à l'avenir que celui qu'ils ont déjà produit: la révolte et la guerre civile sans issue.

La masse paysanne ukrainienne elle même a montré dans tous ces événements beaucoup de modération, de capacité d'organisation et de bons sens politique. Il n'est pas à douter que laissée à elle même elle ne manquera pas, sous la conduite des partis qui possèdent sa confiance, d'arriver à un équilibre stable et à l'organisation d'un travail productif. C'est le but que se proposent les principaux partis ukrainiens (et surtout le parti paysan par excellence — celui des soc.-révolutionnaires ukrainiens). En tant que pays agricole, l'Ukraine n'a besoin que de deux ou trois années de paix pour se constituer un bien-être élémentaire. Mais il faudra beaucoup de temps pour que l'industrie et les villes se développent dans la mesure où s'accroîtra une classe ouvrière et une bourgeoisie nationale. Jusqu'à ce moment la politique ukrainienne doit s'orienter sur les désirs de la classe paysanne. L'élément ukrainien, très faible dans les autres classes, cherche actuellement avec toute sincérité à s'entendre avec les éléments non-ukrainiens. La loi sur l'autonomie nationale personnelle approuvée par le Centralna Rada, indique les principes libéraux de symbiose du peuple ukrainien avec les autres nationalités de l'Ukraine — une large collaboration de tous les groupes démocratiques du pays, ukrainiens aussi bien que non-ukrainiens. Sur cette large base un développement social et politique sera possible, pourvu que l'Ukraine soit laissée libre de s'occuper elle même de sa reconstruction sociale et de ces intérêts nationaux, sans la soumettre à des expériences dangereuses ou à des interventions étrangères: car n'ayant pas, suivant des exemples célèbres, inventé de panacée à l'usage des autres états, l'Ukraine prétend rester maîtresse de régler elle même ses conditions spéciales qu'elle connait mieux que personne et n'avoir pas besoin d'importer de recette étrangère.

MSH 37494

Publications de la Délégation:

Le parti socialiste-révolutionnaire ukrainien. Programme précédé d'une notice introductive de la délégation.

Le problème agraire en Ukraine et la loi agraire de la Centralna Rada (le 18 janvier 1918).

M. Hruchevski, La lutte sociale et politique en Ukraine 1917-1918-1919.

Pour la Galicie! Appel à la démocratie mondiale.

For Galicia! Appeal to the world democracy.

On trouve toutes les publications de la Délégation:

à Paris, à la librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre.
et à la librairie M. Giard et E. Brière, 16 rue Soufflot.
à Prague, à la librairie Ouvrière, II, Hybernská ulice 7.
à Berlin, à la librairie „Freiheit", Breite Str. 8.

Secrétariat de la Délégation:

Prague VII, Letna, rue Dobrovsky 28, II.

On peut trouver au Secrétariat l'organe du parti soc.-rev. ukrainien à l'étranger: „Boritesia-Poborete" („Luttez et vous vaincrez") paraissant en ukrainien tous les mois depuis septembre 1920.

END OF
TITLE